

## **Allemagne: le bilan en demi-teinte de la réforme du frein à la dette**

*di Elsa Conesa*

Le fonds alimenté par emprunt, qui devait permettre de rénover des infrastructures, a servi, en grande partie, à payer des dépenses courantes

Triste anniversaire pour la grande réforme constitutionnelle du chancelier conservateur Friedrich Merz. Adoptée le 18 mars 2025 au Bundestag, celle-ci devait permettre à la très orthodoxe Allemagne de recourir enfin à l'endettement pour financer son réarmement et pour investir dans ses infrastructures dégradées par des décennies de rigueur budgétaire. Las, exactement un an après l'approbation de cette réforme historique qui a ouvert la voie à plusieurs centaines de milliards d'euros de dépenses nouvelles, deux instituts économiques ont publié un bilan assassin d'un de ses deux volets. Leur conclusion : une partie des fonds dégagés grâce au recours à l'endettement a été fléchée vers des dépenses de fonctionnement, plutôt que des investissements de long terme.

La grande réforme de 2025 comportait en effet un recours à la dette pour les dépenses de défense, jusque-là très contraintes par un mécanisme constitutionnel introduit en 2009, et la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros sur douze ans. Ce fonds devait servir à la modernisation d'infrastructures sous-financées depuis des années, et dont l'état de décrépitude avait été rappelé par l'effondrement d'un pont à Dresde, en septembre 2024. Mais la publication conjointe d'études par deux instituts économiques de renom est venue raviver les critiques des tenants de la rigueur.

Le même jour, l'Institut de recherche économique de Munich (Ifo) et l'Institut de l'économie allemande de Cologne (IW) ont rendu publiques des données révélant qu'en 2025, l'argent du fonds spécial destiné à la rénovation des ponts, voies ferrées ou infrastructures numériques, ainsi qu'à des projets favorables au climat, avait été en réalité orienté vers des dépenses courantes relevant du budget fédéral. L'institut de Cologne estime que 86 % du fonds spécial dépensé à ce jour ont été détournés de leur objectif initial. Celui de Munich évalue cette part à 95 %.

### Conclusions contestées

D'après les calculs de l'IW, les dépenses d'investissement de l'Etat fédéral, y compris du fonds spécial, n'ont presque pas augmenté et avoisinent toujours 71 milliards d'euros, alors même que 12 milliards d'euros ont été décaissés du fonds spécial. *« Douze milliards d'euros supplémentaires provenant du fonds spécial ont remplacé des dépenses qui étaient auparavant financées par le budget principal »*, concluent-ils. Certaines dépenses auraient été étiquetées comme des investissements, alors qu'elles relèvent, selon l'IW, de frais de fonctionnement, comme le financement des hôpitaux. *« Un an après l'approbation du fonds spécial par le Bundestag, la désillusion persiste, écrivent-ils. La CDU et le SPD [les partis de la coalition au pouvoir] avaient l'occasion de résorber le retard en matière d'investissements, ils ne l'ont pas saisie, jusqu'à présent. »*

Le diagnostic de l'Ifo n'est guère différent. Ses économistes estiment qu'*« en 2025, au moins les trois quarts des emprunts contractés ont été détournés de leur objectif initial »*. L'endettement s'est accru de 24 milliards d'euros, sans que les investissements n'augmentent en parallèle. Certains postes du budget ont donc été transférés vers le fonds spécial, notamment des *« subventions dans le domaine des transports »*, soulignent-ils.

Le ministre des finances a vivement contesté les conclusions des deux instituts. *« En 2025, les investissements se sont élevés à 87 milliards d'euros, cela représente une augmentation de 17 % par rapport à 2024 »*, a affirmé un porte-parole, mercredi 18 mars. Sur cette somme, *« 24 milliards d'euros proviennent du*

*fonds spécial* ». Le ministère reproche en outre aux deux instituts de se référer aux chiffres de la précédente coalition, qui présenteraient des lacunes.

D'autres experts avaient mis en garde, ces derniers mois, contre le risque d'utilisation des crédits du fonds spécial pour financer des promesses électorales, comme la baisse du taux de la TVA sur la restauration ou la bonification de la retraite des mères de famille, mais leurs estimations étaient moins alarmantes. « *L'idée de base [du fonds spécial] est bonne : nous avons besoin de plus d'investissements dans les infrastructures et la protection du climat*, commentait l'économiste Monika Schnitzer, présidente du Conseil des experts économiques, dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 20 novembre 2025. *Mais quand je regarde à quoi sert cet argent, j'ai mal au ventre. Le gouvernement s'efforce beaucoup trop de préserver le statu quo ou de distribuer des cadeaux électoraux au lieu d'investir dans l'avenir.* » L'affaire s'est vite politisée. Alice Weidel, coprésidente du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, hostile à la réforme de 2025, a appelé, mercredi, les partis d'opposition à « *intenter un recours constitutionnel conjoint pour mettre fin à cette aberration* ».

La divergence des chiffres entre les économistes et le ministère des finances met aussi en lumière le difficile suivi de la dépense publique en Allemagne, en particulier au Parlement. La commission des finances du Bundestag n'est pas dotée d'experts et de moyens techniques semblables à ceux de ses équivalents l'Assemblée nationale ou du Sénat, en France, qui publient chaque année des rapports didactiques et critiques sur le budget. « *Il n'y a pas, en Allemagne, de commission parlementaire qui analyse et synthétise le budget comme le fait le Congressional Budget Office [Bureau du budget du Congrès américain] des Etats-Unis ou la commission des finances en France*, explique Philippa Sigl-Glöckner, spécialiste des questions budgétaires, à la tête du cercle de réflexion spécialisé Dezernat Zukunft. *C'est à la fois fou et drôle, car l'Allemagne a toujours considéré qu'elle gérait mieux son budget que la France. Pourtant, il est très difficile d'y suivre comment l'argent est dépensé.* »